

Appel international signé, déjà par 30 organisations syndicales

- Union syndicale **Solidaires** (France)
- Confederazione Italiana di Base **Unicobas** (Italie)
- Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités **USTKE** (Kanaky)
- Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique **SNAPAP** (Algérie)
- Confédération **COBAS** (Italie)
- Sindacati Dei Lavoratori-Intercategoriale **SDL** (Italie)
- Conseil des Lycées d'Algérie **CLA** (Algérie)
- Syndicat des Travailleurs Corses **STC** (Corse)
- Syndicat Indépendant École et Écologie **SISA** (Italie)
- Syndical libre **AOÛT 80** (Pologne)
- **La Fragua** (Argentine)
- Confédération Intersyndicale (Etat Espagnol)
- Coordination Syndicale (Etat espagnol)
- Syndicat des Travailleurs d'Andalousie **STA** (Andalousie)
- Intersyndicale **Canaries**
- Intersyndicale **Aragon**
- Intersyndicale **Iles Baléares**
- Intersyndicale région **Valence**
- **STEE-EILAS** (Pays Basque)
- Courant syndical de gauche **Asturies**
- Confédération Intersyndicale Alternative de Catalogne **IAC** (Catalogne)
- Centrale des Travailleurs Argentins **CTA** (Argentine)
- Centrale Unitaire des Travailleurs **CUT** (Colombie)
- Confédération des Syndicats Autonomes **CSA** (Sénégal)
- Renouveau de l'Action Syndicale **RAS** (Congo)
- Fédération **SUD** service public, (canton de Vaud Suisse)
- Syndicat unique des travailleurs des transports aériens et activités annexes du Sénégal **SUTTAAAS** (Sénégal)
- Organisation Démocratique du Travail **ODT** (Maroc)
- Confederacion General del Trabajo **CGT** (Etat espagnol)
- Confederazione Unitaria di Base **CUB** (Italie)
- Syndicat Indépendant des écoliers, des étudiants et des apprentis **SISA** (Suisse)

Nous n'avons pas à payer leur crise !

Partie des Etats-Unis, la crise financière s'est étendue au reste du monde et ce pour deux raisons. Tout d'abord, **tous les pare-feux qui auraient pu permettre de la contenir ont été détruits par la déréglementation financière** mise en œuvre par les gouvernements, aucune entrave n'étant plus mise à la libre circulation des capitaux. Ensuite, **la quasi totalité des institutions financières du monde ayant participé à la course spéculative engagée dans la finance**, aucun pays n'a été protégé de la déflagration.

Cette crise marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. Si le sort de milliards d'êtres humains n'était pas en jeu, il serait comique de voir ceux qui, comme tous nos gouvernants, étaient des adorateurs béats de la libre concurrence, se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat. Mais ce changement de posture ne doit tromper personne. **Car s'ils décident que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : "socialiser les pertes et privatiser les profits".**

Ainsi des milliers de milliards d'argent public, notre argent, sont aujourd'hui déversés, sans discuter, pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

Mais ce n'est pas tout. La crise financière a touché l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements ; patrons et gouvernements sont bien décidés à continuer à s'attaquer aux droits sociaux des salarié-e-s, notamment en matière de protection sociale ou de droit du travail. Leur objectif est de faire payer la crise aux salarié-e-s en prônant dans chaque pays « l'unité nationale » pour essayer de faire passer la pilule.

Syndicalistes, nous construisons la solidarité internationale des travailleurs/ses pour leur répondre ! Les orientations de la CES depuis 25 ans se sont situées sur le terrain de l'accompagnement des politiques libérales menées par l'Union européenne, ne permettant pas de construire un rapport de forces favorable au monde du travail pour imposer des politiques économiques et sociales en rupture avec le système actuel.

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation des salarié-e-s est à l'ordre du jour ! Les luttes qui ont eu lieu ou se construisent dans de nombreux pays montrent que c'est possible. Les jeunes lycéen-ne-s et étudiant-e-s se battent également pour une éducation qui ne soit pas conçue pour les besoins du patronat.

Pour sauver leur système capitaliste, ils sont organisés internationalement : le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les pays sous développés, organise la famine d'une partie de la planète, ... Partout, développons les luttes sociales, et construisons la résistance commune !

Nous voulons un autre partage des richesses que nous produisons, des augmentations de salaire qui, au minimum, garantissent automatiquement notre pouvoir d'achat. La lutte contre la précarité est une priorité, et chaque salarié-e doit voir tous ses droits sociaux garantis dans la durée. Il faut en finir avec l'insécurité au travail, avec les accidents de travail. Le droit de grève doit être rétabli pour tous les travailleurs/ses, et défendu, partout, de même que les droits syndicaux pour toutes les organisations syndicales.

Parce que « nous ne voulons pas payer leur crise », nos organisations syndicales appellent aux manifestations qui se dérouleront dans de très nombreuses villes d'Europe le 28 mars 2008.

C'est une étape importante dans la construction d'un mouvement social européen fort, et l'organisation d'une manifestation européenne à Bruxelles est une des initiatives que nous voulons construire dans quelques mois.